



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rouen, le 13 octobre 2023

BILAN DE L'EXERCICE DE SÉCURITÉ CIVILE – ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DU HAVRE

Dans le cadre de la Journée de la résilience, un exercice de sécurité civile de grande ampleur s'est déroulé ce vendredi 13 octobre dans le secteur du Havre. Ce dernier visait à développer la culture du risque auprès de la population et des acteurs concernés.

Le scénario prévoyait un rejet de gaz toxique (ammoniac) émanant de l'entreprise Yara, site Seveso seuil haut, située à Gonfreville-l'Orcher.

À cette occasion, les dispositifs prévus dans le plan particulier d'intervention (PPI) de la zone industrialo-portuaire du Havre ont été activés. Il s'agissait notamment de tester l'information et la diffusion de l'alerte aux services et à la population, ainsi que l'articulation entre les plans d'urgence (plan d'opération interne (POI) de l'industriel et plan particulier d'intervention (PPI).

Ainsi, au cours de cet exercice deux messages Fr-Alert (voir annexe 1) ont été envoyés dans un périmètre de 13 communes autour de Gonfreville-l'Orcher, soit environ 130 000 habitants :

- 2 dans le Calvados (Équemauville et Honfleur);
- 11 en Seine-Maritime (Fontaine-la-Mallet, Gainneville, Gonfreville-l'Orcher, Harfleur, Le Havre, Montivilliers, Oudalle, Rogerville, Saint-Laurent-de-Brevedent, Saint-Martin-du-Manoir et Sandouville).

Le premier message, adressé à 14h42, précisait la nature de l'événement et les consignes à adopter de la part de personnes présentes dans ce périmètre et plus spécifiquement la nécessité qu'elles se confinent au plus vite.

Un second message Fr-Alert, sur ce même périmètre, a été envoyé à 16h15 afin d'annoncer la fin de l'exercice.

Cabinet du préfet
Service régional et départemental
de la communication interministérielle

1

Il semblerait que des abonnés de l'opérateur Free n'aient pas été destinataires d'un ou plusieurs messages Fr-Alert. Ce point sera vérifié et analysé dans le cadre du retour d'expérience.

De son côté la communauté urbaine du Havre Métropole a également mobilisé différents systèmes d'alerte à la population à sa main. Ainsi les 18 sirènes réparties sur le périmètre du PPI Yara ont été activées à deux reprises (en début et fin d'alerte). Des SMS et appels téléphoniques ont également été adressés aux abonnés de la communauté urbaine.

Par ailleurs, un autre message Fr-Alert (voir annexe 2) a été diffusé plus largement sur le périmètre du PPI de la zone industrialo-portuaire du Havre (54 communes et environ 300 000 personnes) à 15h15 dans le but de rassurer et d'avertir de l'exercice en cours.

Malgré l'annonce de cet exercice dans les médias et sur les canaux d'informations officiels, l'envoi de ces différents messages, précédé de la mention « Exercice » a pu susciter des craintes et de l'émotion et engendré un nombre significatif d'appels sur les lignes des secours (Samu, pompiers, police...). Ceci constitue un point d'attention particulier : lors d'un exercice et encore plus lors d'une crise, il convient de rappeler l'importance de ne pas encombrer inutilement les numéros d'urgence.

L'envoi des messages Fr-Alert était accompagné d'un lien vers un questionnaire proposant aux destinataires de réagir à la réception de ces messages. Les personnes concernées sont invitées à effectuer ce retour via ce lien : <https://arcg.is/OPaG4b>

Par ailleurs, plusieurs collectivités ont déclenché leur plan communal de sauvegarde lors de cet exercice. De la même façon, 13 lycées, 23 collèges, 129 écoles et 16 autres organismes d'enseignement ont activé leur plan particulier de mise en sûreté (PPMS).

Les acteurs impliqués dans cet exercice étaient :

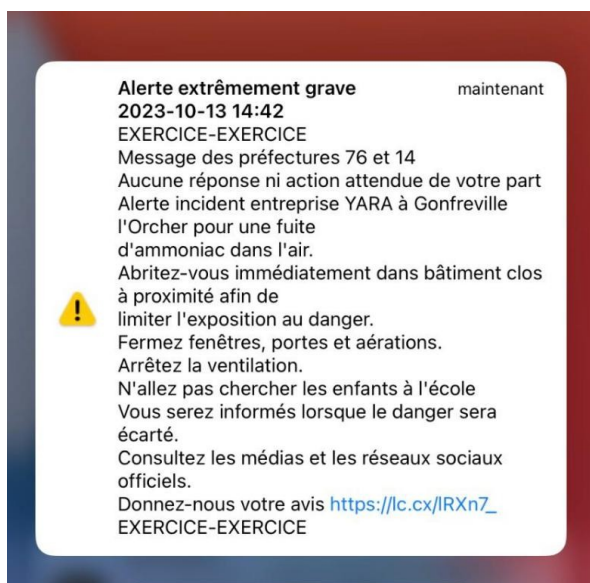
La préfecture de la Seine-Maritime, la préfecture de l'Eure, la préfecture du Calvados, la communauté urbaine Le Havre Seine-Métropole, les 54 communes concernées par le PPI de la zone industrialoportuaire du Havre, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le Département de la Seine-Maritime, le service départemental d'incendie et de secours (Sdis76), la direction départementale du territoire et de la mer (DDTM), la société Yara France, le Samu 76B Le Havre, l'agence régionale de santé (ARS), la direction départementale de la sécurité publique(DDSP), la direction départementale des services de l'Éducation nationale (DSDEN), le groupement départemental de gendarmerie nationale, Haropa Port – Unité territoriale du Havre, les associations Synerzip-LH et Atmo Normandie participeront à cet exercice.

**Cabinet du préfet
Service régional et départemental
de la communication interministérielle**

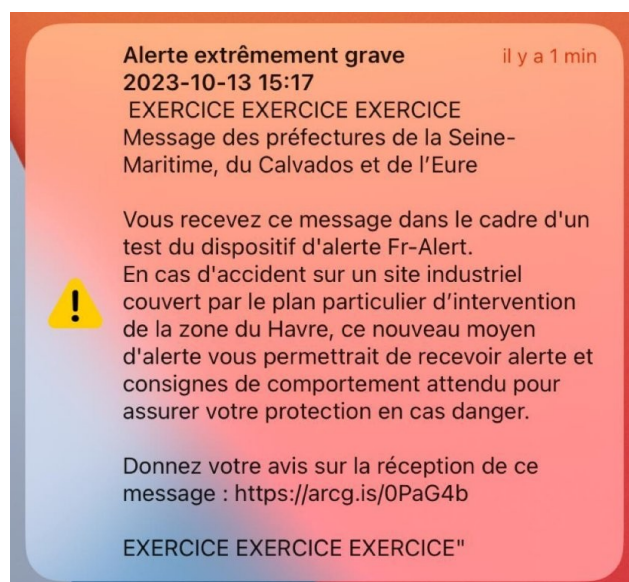
2

De nombreux services mobilisés étaient au COD, le centre de crise situé en préfecture :
ARS, Samu, police, gendarmerie, Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM),
Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN), Atmo normandie,
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), Haropa
Port, SDIS et la préfecture.

Annexe 1



Annexe 2



Cabinet du préfet
Service régional et départemental
de la communication interministérielle

Tél : 02 32 76 53 18
Mél : pref-communication@seine-maritime.gouv.fr

3

7, place de la Madeleine
76036 ROUEN Cedex